

Le temps des interrogations sur les buts et les moyens de la lutte contre la mondialisation.

La controverse de Gênes

par FRANÇOIS DE BERNARD

Depuis le dernier G8 (1), on a glosé sans fin sur les formes de violence qui l'ont illustré, le degré qu'elles ont atteint, les diverses responsabilités qu'elles engagent. Mais sur le pourquoi effectif de telles violences, le silence est troublant.

Car si la violence a atteint un tel degré à Gênes, ce n'est nullement affaire de «dérapage» (contrôlé ou pas), encore moins de responsabilités individuelles que l'on pourrait solder par le limogeage de «fusibles» maladroits. Ce ne peut être une simple «affaire italienne», une affaire de troupeau qui isolerait un mouton noir fascinant au milieu de six ou sept blanches brebis démocratiques... En bref, les turpitudes avérées du gouvernement italien ne suffisent pas à rendre raison de cette misérable affaire. Au contraire, elles ne font qu'occulter le sens de ce qui s'est noué à Seattle, à Prague, à Nice, à Québec, à Barcelone, à Göteborg, à savoir une controverse fondamentale, qui vaut bien aujourd'hui ce que valut jadis celle de Valladolid.

Parce qu'elle engage toute une vision, non seulement du monde et de «la mondialisation», mais aussi de l'exercice et du partage des pouvoirs dans la société contemporaine, et, finalement, de «la démocratie». Et à cette aune-là, le «cas génois» n'est que l'arbre qui cache la forêt des véritables enjeux!

En effet, la controverse de Gênes, cette controverse si puissante qu'elle pourrait bien bouleverser tout notre horizon familial, n'est autre que celle de la légitimité des gouvernés à prendre part aux décisions politiques et économiques engageant le devenir de l'humanité.

Car, qu'est-ce qui suscita l'hostilité du Premier ministre canadien à Québec en avril? Qu'est-ce que le Président américain jugea également insupportable? Qu'est-ce qui fit sortir de ses gonds le «modéré» Tony Blair? Ce n'est certes pas la présence de manifestants internationaux dans les rues. Tout homme politique de premier rang est (censé être) rôdé aux multiples formes d'opposition que génère sa charge. Alors, qu'est-ce qui rassemble ces leaders et leurs collègues sur l'essentiel avant, pendant et après Gênes? Rien d'autre que la prétention commune et indivise que leurs gouvernements détiendraient seuls «la légitimité» de penser, de décider et d'agir politiquement, en raison du vote démocratique leur ayant conféré les instruments du pouvoir, tandis que «la société civile» serait dépourvue d'une telle légitimité.

Cette controverse, il serait tentant de la réduire à peu de chose au motif qu'elle serait immémoriale. Pour autant, il faudrait aussitôt constater qu'elle a pris en peu de temps une figure nouvelle et critique. Cela depuis que de nombreuses «organisations de la société civile» ont convergé pour établir les liens entre, d'une part, la direction univoque (et multiplicatrice d'inégalités) donnée au processus de globalisation industrielle et financière (qui n'est que la forme la plus immédiate de «la mondialisation») et, d'autre part, les formes de «gouvernance» oligarchique (G8, G20, Conseil de sécurité de l'ONU, directoires des organismes multilatéraux, etc.) qui semblent favoriser cet unisson de «la mondialisation».

Or c'est précisément de ce point d'achoppement que surgit la confusion actuelle sur ce que l'on désigne par l'expression d'«antimondialisation». On a déplacé (par négligence ou par cynisme?) un débat qui était celui de la légitimité à gérer les affaires du monde d'une manière privative vers un autre débat, mensonger: celui de savoir si l'on serait «pour ou contre la mondialisation». Mais «l'antimondialisation» et «l'antimondialisme» n'existent pas! Ce ne sont que

des notions dénuées de toute autre valeur qu'instrumentale, des inventions tactiques qui désignent au chaland les deux repères d'une lutte manichéenne (Bien et Mal, comme toujours), et qui ne font qu'éloigner du sens même de la controverse.

En vérité, on ne peut plus aujourd'hui parler de «mouvement antimondialisation» autrement que par paresse d'esprit ou convention maligne. Car ce ne sont pas les processus de mondialisation dans leur diversité – les mondialisations – que dénoncent les protestataires de Gênes et d'ailleurs. Ce qu'ils mettent en cause, c'est la manière privative dont les gouvernants entendent continuer à gérer les questions infiniment complexes et contraignantes que les mondialisations engendrent. C'est la privatisation de «la mondialisation» – affublée de ce singulier qui prétend définir un seul cap, dont on ne saurait dévier –, c'est une telle privatisa-

tion du monde, en définitive, qui est rejetée par ceux que l'on amalgame sous le label de «société civile».

Si donc les manifestants s'opposent à quelque chose, c'est d'abord au déni de légitimité qui leur est infligé par des gouvernants n'entendant pas céder une parcelle de leurs attributions –

«démocratiques» en droit, et oligarchiques, de fait.

Alors la violence tant décriée par les bonnes âmes prend un tout autre sens. Car s'il y a violence vive, hyperbolique et croissante, c'est que la controverse n'est superficielle aux yeux de quiconque. D'un côté, il y a violence d'Etat, relayée par son appareil policier, parce que l'Etat en la personne de ses dirigeants s'estime directement menacé. Car il ne peut ni ne veut supporter une contestation de sa légitimité à diriger les affaires publiques. C'est pourquoi il n'hésite (et n'hésitera) à employer aucun moyen de coercition afin de maintenir l'intégrité de «son patrimoine» de pouvoirs. Pas même les méthodes les plus radicales des années 70. D'un autre côté, la vraie violence des manifestants ne peut être confondue avec celle, physique, des poignées de provocateurs manipulés ou manipulant. La violence

de «la société civile», telle que perçue par les Etats, c'est son concept même: cette ambition exorbitante d'obtenir une part reconnue et

consistante au partage des principaux pouvoirs politiques et économiques. Si la furie des Etats et celle des protestataires se déchaîne lors de la période à venir, nul ne pourra donc s'en étonner!

Que faire, dès lors, pour éviter le pire?

D'abord, cesser de perpétuer les représentations et interprétations consternantes de «l'antimondialisation», qui occupent l'essentiel de l'espace politico-médiatique.

Ensuite, poser les conditions nationales et internationales d'un véritable dialogue délibératif entre gouvernements et institutions multilatérales, d'un côté, organisations et groupes non organisés de «la société civile», d'un autre côté. Dialogue à initier dans les délais les plus brefs, mais aussi sans restriction ni limites a priori.

Enfin, étudier de manière critique la faisabilité d'une «Organisation de la Société civile internationale», telle que proposée dans ces colonnes le 19 juillet, ou de toute autre instance représentative (largement promue par les acteurs présents de «la société civile»), dont la mission serait de soutenir un dialogue permanent avec les gouvernements et les institutions multilatérales ●

François de Bernard est président du Groupe d'études et de recherches sur les mondialisations (Germ)

(1) Le G8 est le groupe des sept pays les plus riches du monde, l'Allemagne, le Canada, les Etats-Unis, la France, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni, plus la Russie.

Le grand fantasme d'un «bloc noir»

Au-delà de la fameuse «zone rouge», à l'abri de laquelle se rencontraient quelques chefs d'Etat interchangeable, Gênes a bel et bien eu lieu. Et cela, avant d'être pris en charge par les récits sporadiques qui émergent jour après jour, divers et parfois contradictoires, depuis les témoignages reconstitués sur les tabassages policiers jusqu'à la thèse paranoïaque (et distillée d'autant plus prudemment) des «Tute bianche» de Luca Casarini (1), selon laquelle radicaux et policiers travaillèrent au coude à coude à la destruction de la ville et à la traque des «pacifistes».

Mais Gênes ne devrait rentrer pour autant ni dans l'Histoire, mémoire spectaculaire déjà surchargée, ni dans les annales de ces contre-sommets festifs dont elle fut aussi le parangon. Gênes rejoindra, plus discrètement, les archives d'un savoir à venir, où se croisent la tradition armée et l'anarchisme sous-équipé, le chaos piétonnier et la pratique plus savante du sacage de banques et de boutiques, moins la mémoire confuse d'un désordre autrement dit

qu'un savoir résiduel, situé quelque part entre le sursaut autonomiste et la dérive hirsute, le refus de l'ordre réformiste et la simple imitation du désastre.

La guérilla urbaine qui a éclaté par saccades en marge des quatre derniers contre-sommets, loin des clichés sensationnels du casseur onaniste participant comme malgré lui à la grande orgie vandale, n'avait pas pour seules logiques celles du déferlement policier et de l'impuissance des «victimes»: l'organisait aussi une microphy-

sique précise de la résistance, malgré le peu de moyens disponibles sur le terrain face à la machine répressive. Un savoir tactique, en un mot, dont les ennemis démentent l'existence, sous prétexte que ne le porterait pas un Sujet politique fixe, et que tout oppose surtout aux refrains plaintifs de ceux qui, pris entre puissances d'argent et syndicats d'avant-hier, désespèrent à coups de preux slogans de trouver cet «autre monde possible» (le T-shirt le plus en vogue à Gênes) qui est pourtant partout déjà là. Ne serait-ce que dans la prise des armes, celles du moins qu'offre une ville, et la déprise de soi. Un savoir des rues, de l'urgence, savoir mobile, en déplacements constants et en

agencements provisoires.

Quelques observateurs tentent bien aujourd'hui de faire sens des événements génois, mais en convertissant en bon matériau narratif tout ce qui leur échappe, à commencer par l'agitation de quelques inclassables en marge des manifestations officielles. Ils scandent comme d'instinct leurs comptes rendus grâce aux épithètes obscures d'une armée de l'ombre, le «Schwartz Block», «Black Block», les «casseurs en noir», et autres «Tute nere», petit fantasme de radicalité sous l'emballage d'une mythologie noire. Rassembler des agissements non coordonnés en l'image plus nette d'un «bloc noir» rappelle le geste immémorial des thuriféraires, pour la dis-

structure transversale ni mot d'ordre unitaire, sauf celui de réunir à la va-vite barres de fer et pavés: squatters britanniques, punks allemands, activistes français, autonomes italiens, par grappes, par poignées, par affinités, par les hasards surtout des dortoirs improvisés où ils ont atterri, avant d'y être rafés, et des avenues vides où ils se sont retrouvés.

Logique d'espace, des corps, de leur courage, logique d'une guérilla immédiate à peine planifiée, vouée à l'instant de l'action (diversions, barricades, destruction des symboles) et à son échec final, toute une logique opaque indéchiffrable à l'aune du paradigme dominant, discursif et téléologique, celui dont se gargarisent tous les administrateurs, conseillers du Prince ou leaders d'Attac, sous le vieux nom de politique. On peut même avancer, appuyée par l'expérience génoise, une hypothèse risquée: que ces jeunes combattants dispersés, même incapables d'unir leurs forces, même si leur contre-monde se réduit souvent aux extases du piercing et aux rituels du squat, n'en réinventent pas moins sous nos yeux une forme de communauté vitale minimale irréductible à celle de leurs aînés, communauté

sans nom qui tisse ensemble, brusquement et maladroitement, les fils du désir et de la politique, de l'impartageable et de l'instant-ensemble, et qu'a rassemblée ici uniquement la fièvre d'un refus de l'esclavagisme, celui des colonisateurs comme celui des colonisés, soumission des vendeurs de concepts comme celle des pacifistes à banderoles espérant encore d'une supplique faite aux Grands qu'elle améliore le

«monde», y absolve leur conscience malheureuse et leur dogme du progrès. En s'appropriant une ville l'espace de quelques heures, avant d'essuyer les charges des carabiniers, les «tout-noirs» ne brisaient pas seulement des vitres mais l'illusion d'une grande Transparence universelle. Ils démontaient, autant que du mobilier urbain, les ressorts multiples du ressentiment. Et brûlaient moins des voitures qu'une énergie intacte, trop entière pour se contenter à Gênes du barbecue consensuel antimondialiste.

Arrêtons d'émettre à leur sujet toutes les hypothèses du complot, ennemis d'Etat surarmés ou alliances invisibles. Ou de poser rhétoriquement la vieille question de ce qu'ils «veulent», pour ne pas poser celle, plus politique, de ce qu'ils font. Au présent, sur place. Silvio Berlusconi a promis qu'il rembourserait vitres, poubelles publiques et véhicules incendiés: gageons qu'il n'aura pas les moyens de réparer aussi les dégâts moins perceptibles faits malgré tout par ces guérilleros amateurs, insidieusement, graduellement, jusqu'à leur endiguement final au soir du deuxième jour, à cette bonne conscience antimondialiste dont Gênes, plus qu'aucun sommet, aura montré toutes les limites ●

François Cusset est journaliste et enseignant.

(1) En 1994, des militants d'un centre social endossaient des tenues blanches en signe de protestations contre le maire qui venant de les virer avait déclaré: «Avec moi, il ne restera que des fantômes dans les centres sociaux.» Les habits de fantômes symbolisent les «invisibles» de la société, chômeurs, travailleurs précaires, immigrés...

A mes amis opposants à l'OMC

par **HERVE-RENE MARTIN**

Nous assistons depuis quelque temps à l'émergence d'un courant d'opposition à ce que nous appelons par convention la «mondialisation». Minoritaire, ce courant connaît pourtant un fort succès d'estime. Déplacer près de cent mille personnes à Millau pour assister au procès de quelques paysans, c'est du même ordre de grandeur qu'une finale de Coupe du monde de football! Réjouissons-nous, mes amis.

En peu de temps, et quasiment sans moyens financiers, nous avons su nous doter de remarquables outils d'expertise. Débarqués quasiment d'une autre planète (j'étais pour ma part, il n'y a pas si longtemps, professeur de boxe), nous avons appris à lire entre les lignes des traités internationaux les plus obscurs: AMI (Accord multilatéral sur les investissements), PET (Partenariat économique transatlantique), OMC (Organisation mondiale du commerce),

AGCS (Accord général sur le commerce des services). Leur appliquant le test de Dracula (qui consiste à éclairer ce qui ne peut vivre que dans l'ombre), nous en avons déjà mis certains à mal et je connais aujourd'hui des artisans, des cinéastes, des paysans, capables de confondre Pascal Lamy (commissaire européen au Commerce extérieur).

Reste que, pour être efficace, la performance de l'expertise doit s'appuyer sur une analyse politique juste. D'où mon appel ici à débat. L'idée la plus répandue parmi les forces de résistance à la

mondialisation est que, suite à d'importants transferts de pouvoir depuis nos gouvernements vers des institutions internationales au fonctionnement opaque, nous nous trouverions en état de sous-démocratie, remis aux mains de sociétés transnationales désormais toutes-puissantes. Or cette analyse me paraît pour le moins sujette à caution pour ce qui est des pays riches.

Selon les projections des Nations unies, la Terre

comptera près de 10 milliards d'habitants au milieu du siècle. A la question «combien notre planète peut-elle nourrir de personnes?», la réponse est «18 milliards sur le mode de vie d'un paysan du Bangladesh et... moins de 700 millions sur celui d'un citoyen occidental». Si le reste du monde consommait autant (et sur le même mode) que nous, cela provoquerait la destruction quasi immédiate de la biosphère, et donc de l'espèce humaine. A moins d'accepter cette éventualité, nous n'avons dès lors d'autre alternative que de partager (et donc de réduire fortement notre consommation) ou de nous raidir dans un affrontement dominants/dominés de plus en plus violent.

L'idée que je voudrais vous soumettre ici est que, sans que cela n'ait jamais été débattu publiquement, les populations des pays riches ont *de facto* majoritairement opté pour le second terme de la proposition. D'où l'adhésion, à tout le moins passive, d'une majorité d'entre nous au passage d'un système égalitaire, pratiquant

la redistribution des richesses via la fiscalité, les services publics, l'assurance chômage et la Sécurité sociale, à une économie de marché pure et dure: le dispositif de loin le plus efficace pour garantir à celui qui en a les moyens de boire jusqu'à plus soif dans un monde où l'eau potable a déjà commencé à cruellement manquer.

Si nous entendons la démocratie comme le gouvernement (de la majorité) du peuple par (la majorité) du peuple, le transfert de pouvoir opéré depuis la sphère publique vers la sphère privée serait dès lors moins une perte de souveraineté des populations riches de la planète qu'une stratégie au moyen de laquelle celles-ci entendent continuer à s'octroyer la part du lion: en 1997, les 20% de personnes vivant dans les pays les plus riches accaparaient déjà 86% de la consommation privée totale (1). Dans un système égalitaire mondial, c'est-à-dire une véritable démocratie à l'échelle de la planète, nous serions obligés de partager. Ce que nous pouvons reprocher à nos

gouvernements est moins de nous trahir en nous livrant aux mains des transnationales-monopoles privés (allégés du poids de la redistribution) appelés à remplacer les monopoles publics, que le manque de courage et de lucidité qui les pousse à satisfaire toujours plus la demande de leur électorat, fût-elle suicidaire à terme.

Chers amis, ne voyez pas là une provocation de ma part, mais bien une invitation à reconsidérer nos modes d'action. Si notre travail d'expertise n'est pas à remettre en cause, nos cibles pour-

raient l'être. Nous aurions moins à nous adresser à nos gouvernements pour les convaincre de reprendre la main sur des institutions internationales, qu'ils ont fabriquées de toutes pièces, qu'à nos concitoyens et à nous-mêmes.

Sauf à penser que toute éthique aurait définitivement disparu de nos sociétés de confort individualiste, il n'est pas dit qu'une majorité de Français assumera la nouvelle configuration planétaire: une personne sur dix consommant à satiété... les neuf autres étant en état de survie. Pour ceux qui seraient néanmoins tentés de faire ce choix, il nous restera à leur dresser l'inventaire des contraintes à payer: montée de l'insécurité entraînant d'importantes restrictions de liberté, aggravation du stress lié au travail, incertitude du lendemain due à la précarisation de l'emploi, extension de la détresse psychique dans un monde laissant de moins en moins de place aux valeurs de sociabilité, désastres écologiques, etc. Dans un rapport de un sur dix, personne, quelle que soit sa situation, ne peut être assuré que la redistribution demain des rôles le placera du bon côté de la table ●

Hervé-René Martin est écrivain. Dernier ouvrage paru: «La mondialisation racontée à ceux qui la subissent», Ed. Climats, 176 pp. 60 F.

(1) «Rapport mondial sur le développement humain 1998» (Programme des Nations unies pour le développement), Ed. Economica.